

QUÉBEC / CHÔMAGE

Le chômage des Maghrébins du Québec et l'« alliance » dans le silence

Alors que madame Gagnon-Tremblay, ministre québécoise des Relations internationales termine sa tournée nord-africaine pour « vendre » le prochain sommet de la francophonie, il y a lieu de s'interroger sérieusement sur le silence des médias du Maghreb au sujet du scandale du chômage des Maghrébins du Québec, estime M. Touhami Rachid Raffa.



Touhami Rachid Raffa

bonne partie dans le chômage et l'assistance sociale. Plusieurs Maghrébins ont compris leur douleur et, après avoir appris l'anglais, ont trouvé refuge dans les provinces anglaises du Canada où ils ont retrouvé leur dignité par le travail, exerçant très souvent dans leurs domaines de compétence respectifs. Ce pattern semble destiné à s'imposer de plus en plus à l'avenir du fait de la forte détérioration de la situation au fil des ans au Québec et de l'inaction de pouvoirs publics qui, il faut le signaler, n'ont rien à craindre d'une pseudo-communauté silencieuse, non organisée et qui n'a pas le moindre poids politique.

particulièrement des Maghrébins dont certains sont diplômés d'universités québécoises...

Là où le bât blesse, c'est la conjonction malheureuse du silence des élites et les médias du Québec et du Maghreb sur cette grave question qui affecte des milliers de Maghrébins et leurs familles. Devrait-on s'étonner si les élites et les dirigeants politiques des trois États n'avaient pas fait la moindre remontrance à la ministre reçue officiellement ou à son gouvernement? De plus, force est de constater que les organes de presse du Maghreb, en ignorant une problématique aussi sérieuse, sont tout aussi coupables que leurs vis-à-vis québécois, ces derniers ayant au moins, peut-être, l'excuse de la mauvaise conscience, voire de la honte dans un État de droit doté pourtant de deux chartes des droits et libertés... Quant aux médias maghrébins, surtout ceux d'Algérie connus pour leur propension à la critique la plus poussée, ils se font involontairement complices d'un silence préjudiciable à leurs frères et sœurs expatriés et au flot ininterrompu des dizaines de milliers de candidats à l'immigration au Québec.

Touhami Rachid RAFFA

En effet, aucun organe de presse de Tunisie, d'Algérie et du Maroc n'a jugé utile ou même pertinent d'interpeller cette responsable politique sur la situation de nos frères et sœurs qu'on continue à « importer » par milliers au Québec – après une sélection sévère quant à leurs aptitudes académiques et professionnelles, à leurs dossiers de santé et de sûreté, et après un cheminement de longues années aussi pénible que coûteux – pour en marginaliser une

Environ un tiers des nouveaux venus des trois pays sont ainsi exclus du marché du travail (Statistique Canada révèle un taux de chômage de 28,7% pour les seuls 24-55 ans) et nombreux, parmi les personnes à l'emploi, sont celles qui sont déqualifiées, occupant des emplois précaires et autres petits « jobs » pour assurer leur survie et celle de leurs familles. À cet égard, les secteurs du taxi et de l'alimentation à Montréal et à Québec sont devenus emblématiques, concentrant un taux anormalement élevé d'immigrants universitaires,

UN AUTRE POINT DE VUE SUR LA QUESTION

Les causes du fort taux de chômage dans la communauté maghrébine ne font pas l'unanimité au sein même des membres de cette communauté.

Au moment où nous étions en train de boucler ce numéro, nous avons reçu, en ce sens un courriel de M. Jalil Elmahboubi, membre du congrès islamique canadien et vice président du parti québécois de Lapinière. En voici un résumé:

Le problème n'est surtout pas causé par le racisme. Mais par le fait que la communauté maghrébine est surqualifiée et les postes exigés ne sont pas accessibles facilement.

Il est donc normal, que les membres de cette communauté aient des difficultés à trouver des emplois dans leurs propres domaines.

M. Jalil estime qu'un grand nombre de maghrébins, grâce à leur persévérance, ont réussi à trouver des postes répondant à leur qualification professionnelle: Ils sont des professeurs universitaires, des médecins, des cadres dans les banques et des entreprises. Leur nombre augmente chaque jour.

D'autres, ont accepté de commencer dans une échelle plus basse. Mais ils obtiennent des promotions plus rapidement qu'un employé non diplômé.

D'autres ont opté complètement pour les emplois autonomes. Les sont des commerçants, des agents d'immeuble... Et beaucoup parmi eux ont bien réussi.

Finalement il y a un dernier groupe qui a des difficultés à s'intégrer au marché de l'emploi. Les raisons sont diverses et nombreuses. M. Jalil en cite quelques une:

- ◆ Manque de chance;
- ◆ Manque de temps;
- ◆ Manque de connexions;
- ◆ Manque de conseils;
- ◆ Grandes exigences...

Mario Dumont, l'ADQ, des groupes de droite et des journalistes islamophobes, ensembles se servent de la situation vécue par le dernier groupe de maghrébins pour montrer que les musulmans ne s'intègrent pas. L'objectif serait de demander l'arrêt de l'immigration en provenance des pays du Maghreb et des pays musulmans.

Au lieu de trop parler de cette minorité qui ne travaille pas, il faut trouver les moyens pour l'aider et surtout de mettre l'accent sur la majorité qui travaille et participe au développement social et économique du Québec.

Et M. Jalil de conclure: «Ces problèmes ne sont pas propres à la communauté maghrébine. Beaucoup de communautés (juive, italienne et grecque) ont fait face aux mêmes difficultés à leur arrivée au Québec. Nous avons tous les atouts pour réussir et nous réussirons»

Propos recueillis par A. El Fouladi

LA FAMILLE BENNIS RÉCLAME UNE ENQUÊTE PUBLIQUE



Plus de 2 ans après la mort du jeune Anas Bennis, abattu par la police de Montréal, le 1er décembre 2005, la famille du défunt ignore toujours les événements ayant conduit au drame.

Conscients que la prescription est pour le 30 novembre prochain, ils sont plus décidés que jamais à réclamer une enquête publique afin qu'ils puissent engager d'éventuelles poursuites dans les délais et se résigner à faire enfin leur deuil.

Lors d'une conférence de presse donnée à Montréal, le 15 mai dernier, l'avocat de la famille estime que l'enquête publique pourrait apporter des réponses à plusieurs questions qu'il se pose.

L'avocat voudrait comprendre en effet, comment un policier a pu tirer deux balles aussi rapidement alors que les armes de la police ont été changées afin d'éviter justement que le coup ne parte dans la précipitation. Pourquoi tirer deux balles (dont les trajectoires sont de haut en bas) alors qu'une seule balle pourrait suffire à maîtriser la victime! Il voudrait aussi comprendre le rôle joué par le second policier. Qu'a-t-il fait pour maîtriser le défunt?

Pour Najla Bennis, la sœur de la victime, le devoir de la famille est de réclamer justice. « Mon frère n'est plus là pour pouvoir se défendre et raconter ce qui est réellement passé. Maintenant qu'il est mort, nous sommes sa voix».

Répondant à une journaliste qui voulait savoir si le défunt était agressif, Najla a affirmé que son frère n'était pas le genre de type à se promener avec un couteau. Il était de nature réfléchi, calme et aimant la vie. D'ailleurs, a-t-elle ajouté, il était sur le point de se marier et venait de partir en affaires quand le drame survint.

À une question concernant d'éventuels dédommagements que pourrait réclamer la famille, l'avocat a souligné que la justice canadienne estime que la vie humaine ne vaut que 35.000 \$!

Invité à prendre la parole, M. Hmimsa, de l'association Bel agir, a estimé que si c'était un autre, le dossier serait traité autrement. Et de prévenir que «si le Québec refuse une enquête publique, on va sentir qu'ils y a deux sortes de citoyens: Ceux qui ont droit à une justice et ce qui n'en nont pas».

De son côté, Mme Amina Laouni, candidate néo-démocrate à Bourassa Montréal-Nord, a affirmé que ce décès restera mystérieux tant et aussi longtemps qu'il n'y a pas d'enquête publique. Elle conclut son intervention en soulignant que le NPD, avec M. Thomas Mulcair est solidaire avec la famille.

A. El Fouladi